



## La campagne américaine d'espionnage a des effets «dissuasifs», dit le président de l'Associated Press

Par [Thomas Gaist](#)

Mondialisation.ca, 25 juin 2013

[wsws.org](http://wsws.org)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),  
[Services de renseignements](#)

Le président de l'agence de presse *Associated Press* a dit mercredi 19 juin dans un discours prononcé devant le *National Press Club* que des sources de longue date de l'agence avaient cessé de parler à celle-ci en réaction à la saisie secrète de ses communications téléphoniques par l'administration Obama.

Le département de la Justice avait admis en mai avoir secrètement ordonné la saisie des relevés téléphoniques des lignes utilisées par l'AP dans le cadre d'une enquête menée au cours du printemps de 2012 sur la divulgation d'informations classifiées (Voir: [Le scandale de l'espionnage contre l'Associated Press et la crise de la démocratie américaine](#)).

La surveillance des communications de l'AP fait partie d'un programme d'espionnage national et international qui représente une attaque sans précédent des libertés civiles, y compris la liberté de la presse et l'interdiction de saisies et de fouilles déraisonnables.

«Les actes du département de la Justice contre l'AP ont déjà un effet qui va au-delà des aspects spécifiques de ce cas particulier», a dit Pruitt. «Quelques-unes de nos sources de confiance et de longue date sont devenues nerveuses et anxieuses quant au fait de nous parler, même à propos de questions qui ne concernent pas la sécurité nationale.»

«Cet effet d'intimidation ne touche pas seulement l'AP, cela se produit dans d'autres organismes d'information également» a-t-il ajouté. «Des journalistes d'autres organes d'information m'ont dit personnellement que cela avait intimidé des sources et les avait empêchés de leur parler. Le gouvernement aime peut-être cela. Je suspecte que c'est le cas.»

«Les actes du département de la Justice n'auraient pas pu être plus aptes à renforcer les régimes autoritaires qui veulent réprimer leurs propres médias,» dit Pruitt.

L'administration Obama a rejeté des demandes d'information pour ce qui est de la saisie des relevés téléphoniques d'autres organismes médiatiques. Quiconque parle aux médias doit supposer que son information est aussi à la disposition du gouvernement.

La révélation de l'espionnage de l'AP en mai a été suivie par celle que l'administration avait allégué d'activités criminelles de journalistes de Fox News afin d'obtenir une ordonnance de tribunal pour saisir leurs courriels. Suivirent les divulgations du dénonciateur d'abus Edward Snowden.

Le gouvernement a engagé des poursuites en justice contre Snowden, de hauts responsables l'accusant de «trahison». Cela correspond à ce qui est la réponse standard de l'administration à toutes révélations d'actes criminels du gouvernement américain: s'attaquer à ceux qui ont révélé le crime.

Durant une conférence de presse tenue conjointement avec le fondateur de WikiLeaks Julian Assange, Daniel Ellsberg, qui avait divulgué les papiers du Pentagone a dit, «en poursuivant Assange et WikiLeaks, [Bradley] Manning et Snowden, ainsi qu'en traînant devant les tribunaux ceux qui publient le contenu [des révélations], ils criminalisent le procédé du journalisme d'investigation.»

Assange, qui se trouve actuellement à l'ambassade d'Équateur à Londres afin d'éviter une extradition vers la Suède a œuvré avec ses associés à l'élaboration d'un accord qui permettrait à Snowden d'obtenir l'asile politique en Islande. Des informations sont apparues selon lesquelles il se pourrait que le visa touristique de Snowden pour Hong Kong expire en août.

Selon Assange, Snowden sera bientôt accusé d'espionnage par le gouvernement américain : «Il est clair pour moi à ce stade que M. Snowden... est poursuivi de façon extrêmement agressive par le secteur de la sécurité nationale aux États-Unis et la question est ouverte de savoir si les journalistes Laura Poitras et Glenn Greenwald seront dans la même position que celle où je serai dans un an.» a-t-il dit.

Thomas Gaist

Article original, [WSWS](#), publié le 22 juin 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)  
Copyright © [Thomas Gaist](#), [wsws.org](#), 2013

Articles Par : [Thomas Gaist](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)